

RAPPORT N°2023/1-14
Au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 23 février 2023

**OBJET : FRANCE SERVICES VILLAGE DESPREZ : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EXPLOITATION AU CCAS
DE SAINTE SUZANNE**

Ce projet s'inscrit dans l'engagement 16 : Conforter le soutien aux personnes en difficultés de l'axe 6 : S'orienter vers un développement humain ambitieux.

La Maison des Services constitue un élément incontournable pour conforter et/ou développer le secteur des services sur le territoire, proposer un outil d'animation territoriale et un lieu unique de proximité. Véritable dynamique de partenariat local, elles répondent également à une logique de mutualisation.

A partir d'un diagnostic territorial dressé par un groupe de travail composé d'acteurs locaux et d'institutionnels, il a été constaté que le quartier Village Desprez à Sainte Suzanne, classé "quartier prioritaire" présentait des retards importants d'accès aux services, notamment en matière de droit, d'emploi, de santé et d'éducation engendrant une situation préoccupante de non-recours aux droits. Pour rappel ce quartier est répertorié comme l'un des plus pauvres de l'Ile.

Il est donc nécessaire d'y ancrer **une politique de service social de proximité**.

Lors du Conseil de la Communauté du 26 septembre 2019, une convention entre l'intercommunalité et ses Communes membres a été validée afin de fixer les responsabilités, les missions et rôles de chacun. Au vu de la nécessité d'implanter ces maisons de services, cette convention s'est faite sous l'égide de l'article 5215-27 du CGCT permettant de confier, sur une durée limitée, à l'Intercommunalité par les communes membres "la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions".

La convention relative à la mise en œuvre des Maisons de services sur le territoire Nord du 30 juin 2020 précise que la CINOR créée la Maison de services de Village Desprez dont l'exploitation est assurée par le CCAS de Sainte Suzanne.

Par courrier en date du 26 avril 2021, le Préfet a procédé à la **labélisation en « France Services »** de la Maison de services de Village Desprez, ce qui assure une qualité de service à l'usager. Parallèlement, cette labellisation s'accompagne de l'octroi à la CINOR, en sa qualité de chef de file sur le dispositif, **d'une subvention de 30 000€ par an**.

Afin de contribuer à l'exploitation de la Maison de services de Village Desprez assurée par le CCAS de Sainte Suzanne, **il est proposé au Bureau :**

- De reverser cette subvention **de 30 000€**, inscrite à la section Fonctionnement du Budget, **au titre de l'année 2023**, au Centre Communal d'Action Sociale de Sainte Suzanne,
- D'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe du présent rapport et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

**DEISION N°2023/1-14
Au Bureau de la Communauté
en séance du 23 février 2023**

**OBJET : FRANCE SERVICES VILLAGE DESPREZ : VERSEMENT D'UNE SUBVENTION D'EXPLOITATION AU CCAS
DE SAINTE SUZANNE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et **plus** généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-14 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'attribuer une subvention d'un montant de 30 000€ au CCAS de Sainte Suzanne pour l'année 2023

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention d'attribution ainsi que tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 15
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20230223-BC2023-1-14-DE
Date de télétransmission : 03/03/2023
Date de réception préfecture : 03/03/2023